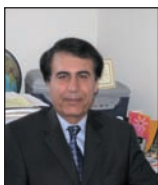


« LE TRIANGLE GCC-IRAN-OUEST : INGRÉDIENTS BOUILLANTS D'UNE CRISE ANNONCÉE »



Houchang HASSAN-YARI

Professeur de Science Politique et adjoint spécial du Recteur pour la liaison nationale et internationale du Collège Militaire Royale du Canada.

“No water channel has been so significant as the Persian Gulf to the geologists, archaeologists, geographers, politicians and scholars whether in past or present. This water channel which separates the Iran Plateau from the Arabia Plateau has enjoyed an Iranian identity since at least 2,200 years ago.”

Sir Arnold Wilson, *A Periplus of the Persian Gulf* (1928)

Le Golfe Persique a toujours présenté un intérêt particulier pour les puissances étrangères. Dans le passé, quand la commande des voies maritimes garantissait la suprématie de ces pouvoirs, la domination des ports du Golfe Persique était le sujet de la convoitise de ces puissances. La découverte des hydrocarbures, combinée avec les nécessités de Guerre Froide, a attiré l'attention de nouvelles puissances vers cette région, désormais jugée vitale.

L'intérêt étranger pour le Golfe Persique a eu trois composantes : économie ; sécurité ; politique. La centralité des ressources énergétiques dans l'économie mondiale (sécurité économique) est devenue le facteur prédominant en attirant les acteurs principaux non-indigènes vers la région. Dans ce contexte, la garantie d'accès à l'énergie et l'écoulement du pétrole produit est devenue essentielle pour la prospérité économique mondiale. Donc, la question logique serait : Comment créer un environnement sécurisé et favorable de sorte que les États producteurs puissent envoyer leurs ressources vers le marché mondial et les pays consommateurs arrivent à satisfaire leurs besoins énergétiques?

Les événements du 11 septembre 2001 ajoutent des pressions supplémentaires sur la sécurité dans le Golfe Persique. La doctrine du Président Bush de la guerre préventive et de la guerre contre la terreur a placé la région du Golfe Persique au cœur de sa vision stratégique post-9/11. Les attaques terroristes sur New York et Washington ont permis à l'administration Bush de revoir la sécurité régionale en entreprenant quelques mesures draconiennes.

Le changement de régime, par la force s'il le faut, stationner des forces militaires imposantes dans la région du Golfe Persique pour une longue période, réarmement massif des alliés arabes, non pas contre Israël mais pour contenir l'Iran, sont parmi les éléments constitutifs de cette doctrine.

Comme cela était toujours le cas, ou tout au moins depuis 325 B.C., avec l'envoi de la flotte d'Alexandre le Grand, la région du Golf Persique était un enjeu significatif des rivalités des grandes puissances occidentales. La présence américaine y a attiré récemment celle de la France et de l'OTAN. Contrairement au passé, Washington et Paris ont proposé et conclu des contrats de vente de la technologie nucléaire aux États arabes du Maghreb au Golfe Persique. La France a même obtenu des Émirats arabes unis une base navale pour y stationner une force maritime, certes modeste à ce moment-ci, et la vente des réacteurs nucléaires à ce minuscule pays bourré du pétrole et sous un soleil de plomb toute l'année.

La présence militaire occidentale et la conclusion des contrats de cette nature aux pays situés dans une région vitale et volatile ne peuvent qu'attiser les susceptibilités historiques des États riverains. Elles enveniment les relations déjà tendues entre l'Iran et ses voisins arabes et rendent tout arrangement de sécurité régionale impossible. Comment expliquer le paradoxe d'imposition des sanctions à l'Iran pour son programme nucléaire et la compétition inter-Occidentaux pour vendre la même technologie aux pays arabes, la plupart fragile et certains originaires des terroristes qui ont causé le 11 septembre, combattent l'OTAN en Afghanistan et les Etats-Unis en Irak ?

Historique de la sécurité régionale

Le Golfe Persique dans le monde antique était une voie maritime prospère empruntée par les négociants et des commerçants. Les fouilles archéologiques suggèrent que la région sous l'Empire Assyrien à la fin du deuxième millénium av. J.-C. était riche. Les Assyriens ont prolongé leur influence jusque l'Égypte au septième

siècle av. J.-C. et commandé un empire qui s'est étendu d'Afrique du Nord au Golfe Persique. D'autres conquêtes ont suivi. En 325, Alexandre le grand a envoyé une flotte d'Inde pour suivre la côte orientale, ou persane, du Golfe jusqu'à l'embouchure des fleuves de Tigre et d'Euphrate. D'autres bateaux ont été envoyés pour explorer le côté arabe de la voie maritime. La présence grecque a accru l'intérêt occidental pour le Golfe Persique pendant les deux siècles suivants. Les successeurs d'Alexandre, cependant, n'ont pas contrôlé le secteur assez longtemps pour intégrer le Golfe Persique au monde grec. Vers 250 av. J.-C., les Grecs ont perdu tout le territoire à l'est de la Syrie en faveur des Parthes (Ashkanian), une dynastie persane dans l'est. Ceux-ci ont amené la voie maritime sous la commande persane et ont prolongé leur influence jusque l'Oman. Les conquêtes Parthes ont démarqué le monde Grec de la Méditerranée et l'empire Persan dans l'Est. Les Grecs, et le Romains après eux, dépendaient de la route de la Mer Rouge, tandis que les Parthes étaient dépendants de la route du Golfe Persique.

Sous les Sassanides, successeurs des Parthes, le contrôle persan du Golfe Persique a atteint son apogée. Le Golfe Persique a continué à être un carrefour et ses peuples apprenaient sur les croyances persanes, telle que Zoroastrisme (avant l'Islam), aussi bien que sur des idées sémitiques et méditerranéennes.¹ Ainsi, le Golfe n'a jamais cessé d'être persan.

Au Moyen-âge, les pays musulmans du Moyen-Orient contrôlaient l'axe du commerce Est-Ouest. Cependant, la venue des puissances navales européennes au XV^{ème} siècle a changé la dynamique dans la région. Comme première puissance dominante, les Portugais ont étendu leur contrôle au commerce local qui empruntait la mer d'Arabe, capturant les villes côtières en Oman et en Iran et installant des forts et des bureaux de douane sur les deux côtes pour percevoir des droits de douane.

L'impuissance du Chah safavide d'Iran, Abbas I (1587-1629), face aux Portugais, a amené ce dernier à inviter d'autres puissances européennes, les Anglais et le Néerlandais, d'expulser les Portugais du Golfe Persique en échange de la moitié des revenus des ports iraniens. Les deux pays ont répondu à l'offre du Chah, mais c'était les Anglais qui ont été le plus efficaces.

En 1622, les Anglais, avec certaines des forces du Chah, ont attaqué la localité d'Hormuz, à l'embouchure du Golfe Persique, et ont conduit les Portugais hors de leur centre commercial. Au départ, les Néerlandais ont coopéré avec les Anglais,

mais les deux puissances européennes sont devenues rivales pour l'accès au marché iranien. Les Britanniques ont gagné leur pari et au début du dix-neuvième siècle la Grande-Bretagne était devenue la puissance principale dans le Golfe Persique. Ils ont étendu leur protection militaire, et leur protectorat dans certains cas, sur le fief des Cheikhs du Koweït à Sharjah et Oman en passant par Bahreïn, Qatar, Dubaï. En conséquence, vers la fin de la Première Guerre Mondiale, les chefs de tribu, d'Oman à l'Irak, avaient essentiellement concédé la commande de leurs relations étrangères en Grande-Bretagne. Abu Dhabi est entré dans des arrangements semblables à ceux de Dubaï et le Bahreïn en 1835, le Koweït en 1899 et le Qatar en 1916. Le traité dont les limites donnent le ton aux rapports entre la Grande-Bretagne et les États du Golfe Persique était l'accord exclusif de 1882 dont le texte a indiqué que les *États* signataires du Golfe Persique (composantes du présent Émirats Arabes Unis) ne pourraient faire aucun accord international ou accueillir aucun agent étranger sans le consentement britannique.

En raison de ces concessions, ces chefs ont reconnu le besoin de la Grande-Bretagne de les protéger contre leurs voisins plus puissants. La menace principale est venue d'al-Saoud en Arabie centrale, qui menaçait le Qatar; le Bahreïn qui réclamait le Qatar, l'Oman et l'Iran qui réclamaient souveraineté sur le Bahreïn. Les Ottomans, à leur tour, cherchaient à établir leur autorité sur le Bahreïn, le Koweït et le Qatar. La stratégie principale britannique était de garder le bijou de ses colonies, Inde, de l'agression des concurrents européens en sécurisant la route de l'Europe vers l'Inde de sorte que les marchands aient pu sans risque envoyer des marchandises entre l'Inde, le Golfe Persique et la Grande-Bretagne proprement dite. Londres a également cherché à exclure l'influence dans le Moyen-Orient d'autres puissances, telles que la Turquie et la France.

Le déclin progressif de la suprématie du Moyen-Orient a occasionné une plus grande ingérence par les puissances occidentales dans les affaires régionales. La domination européenne a été solidement établie avant la fin de la Première Guerre (1914-1918) par une série d'accords secrets qui visaient le démantèlement territorial de l'Empire Ottoman en leur faveur. La Grande-Bretagne était au centre de ces accords qui avaient dessiné les résultats de la guerre longtemps avant qu'elle ait finie. Ils ont été tous conclus sur le dos des personnes intéressées. Ils ont abouti à la colonisation de la région, à la création des États dits modernes et surtout aux modifications arbitraires des frontières qui sont devenues une source permanente de conflit régional.

Accord Constantinople (4 mars et 10 avril 1915)

Avec cet accord, la Grande-Bretagne, la France et la Russie ont convenu d'octroyer à la Russie la région d'Istanbul de et les détroits stratégiques de Bosphore et de Dardanelles qui joignent la Mer Noire à la Mer Égée. En récompense, la partie iranienne de l'accord Anglo-russe de 1907 a été mise à jour afin d'inclure la zone neutre de la Perse dans la sphère d'influence anglaise. La Russie s'est vue confier le contrôle du Nord persan. À son tour, la France a exprimé son désir d'annexer la Syrie en tant qu'élément important des conditions de la paix à imposer à la Turquie à la conclusion de la guerre.

Pacte de Londres (26 avril 1915)

Afin de maintenir l'Italie dans la Triple Entente et introduire Rome dans la guerre contre les forces d'Axe, les Britanniques et Français ont exprimé la volonté d'accepter certaines réclamations territoriales italiennes contre l'Empire Ottoman. Dans ce sens, le Pacte secret de Londres a été conclu entre les alliés et l'Italie le 26 avril 1915. Outre des concessions territoriales importantes en Europe, les alliés ont cédé à l'Italie la Libye ; les frontières d'Erythrée et de Somaliland ont aussi été modifiées en faveur de Rome.

Accords Sykes-Picot (16 mai 1916)

Les Accords Sykes-Picot, de loin l'ingérence la plus catastrophique dans le Moyen-Orient, ont été signés afin de diviser les territoires arabes de l'Empire Ottoman entre la France et la Grande-Bretagne. La Russie a approuvé l'accord en échange pour une approbation Anglo-française de ses réclamations sur le nord-est d'Anatolie, incluant des régions de la Turquie actuelle.

L'entente a imposé un nouvel ordre avec des conséquences tragiques dans le Moyen-Orient en découpant la terre arabe et en créant des États-clients artificiels. L'impact durable de remodeler la région continue à hanter sa sécurité. La zone d'influence britannique incluait un ensemble stratégique qui s'étalait de Bagdad à Bassora à l'entrée-nord du Golfe Persique. Les Accords étaient une violation flagrante de l'entente conclue entre le chérif Hussein de la Mecque qui avait reçu, en 1915, la ferme promesse des Britanniques concernant la création d'un Royaume arabe sur les terres (arabes) libérées de la domination ottomane. Les promesses britanniques étaient faites contre l'insurrection arabe minant de l'intérieur le pouvoir

ottoman. Elles ont été enregistrées dans une série d'échange de lettres entre Hussein et Sir Henry McMahon, le haut commissaire britannique au Caire.

Accords de Saint-Jean-de-Maurienne (26 avril 1917)

Quand l'accord Sykes-Picot est connu en Italie, les Italiens ont pressé leurs alliés pour d'autres assurances sur leur *part* du territoire ottoman. En conséquence, les accords signés à Saint-Jean-de-Maurienne, sur la frontière franco-italienne, entre la Grande-Bretagne, la France et l'Italie ont été destinés à réconcilier des réclamations contradictoires de la France et de l'Italie sur le sud-ouest d'Anatolie en cas du démembrement de l'Empire Ottoman à la fin de la Grande Guerre. En vertu de ces accords, la France obtiendrait la région d'Adana, alors que l'Italie recevrait le reste du sud-ouest d'Anatolie, y compris Izmir (Smyrna). L'accord a été approuvé (entre 18 août et 26 septembre 1917) par les trois puissances, dépendant du consentement de la Russie, qui, en raison de l'effondrement du régime tsariste, n'a pas été représentée à Saint-Jean-de-Maurienne. En 1919 le gouvernement grec, en obtenant la permission de la conférence de paix de Paris pour que la Grèce occupe Izmir, a dépassé les dispositions de l'accord en dépit de l'opposition italienne.

Arabes dans la diplomatie britannique et coloniale

Le leadership arabe a mis plusieurs années pour se rendre compte comment il a été manipulé par la Grande-Bretagne contre ses co-religieux musulmans, les Ottomans, durant la guerre 1914-1918. Pour leur combat contre les Turcs dans la Mésopotamie, la Péninsule arabique et en Syrie, des Arabes ont été promis par la Grande-Bretagne la libération de leur terre et la création d'un ensemble arabe cohérent sur les cendres ottomans. Les Arabes baignaient dans leurs illusions et des promesses sans conséquence quand la Grande-Bretagne a été guidée par ses propres intérêts.

La Grande-Bretagne a reconnu l'indépendance du Koweït de l'Empire Ottoman le 3 novembre 1914 en échange de la promesse du Koweït de la fidélité et de l'aide dans l'occupation de l'île de Bubiyan et de plusieurs autres endroits. Le Koweït a tenu l'île de Bubiyan jusqu'au 2 août 1990. L'occupation de cette île par le Koweït est devenue une base permanente pour des réclamations irakiennes contre le Koweït. Au début des années 60, la Grande-Bretagne a dû envoyer des troupes pour défendre le Bubiyan contre l'Irak. Dans le contexte du traité de 1914, le Koweït devait avancer en direction de Bassora en vue de sécuriser l'intérêt britannique dans cette ville.

Pendant la même période, la Grande-Bretagne tenait des négociations avec Ibn Saoud de l'Arabie. Un traité a été conclu le 26 décembre 1915; il a élargi le système spécial de traités de la Grande-Bretagne dans la zone de Golfe Persique pour englober tous les petits territoires le long de la côte orientale de la Péninsule arabique. Ibn Saoud a adopté une position hostile à l'endroit de Chérif Hussein qui était en négociations avec Londres, en cherchant des garanties plus applicables. Dans son traité avec les Anglais, Ibn Saoud s'est contenté du statut de semi-protectorat, le même statut que Londres avait accordé aux autres cheiks voisins. Les conditions du protectorat britannique sur le Koweït, le Qatar, l'Oman, le Bahreïn et Ibn Saoud étaient qu'aucun successeur des dirigeants actuels ne serait guère hostile à l'endroit des Anglais. Tous les dirigeants promettaient de s'abstenir à conclure tout accord ou traité avec quelle nation ou puissance étrangère qu'elle soit. De plus, tous les intérêts économiques de ceux-ci devaient être sous le contrôle des Anglais. Le consentement du gouvernement britannique était absolument nécessaire pour les cheiks d'entrer en contact avec toute puissance étrangère.

Le comportement agressif et arrogant des Anglais vis-à-vis des chefs arabes sera sérieusement compromis quand le nouveau régime soviétique a rendu public les accords secrets conclus entre les puissances coloniales européennes et la Russie Tsariste. La déclaration Balfour², faite le 2 novembre 1917, était seulement une des chefs-d'œuvre de la diplomatie britannique dans le traitement des Arabes continuellement trompés. Fait étonnant, ce n'était pas tellement la politique ambiguë de Londres, mais surtout la docilité arabe face à cette politique clairement anti-arabe.

Le passage du temps n'a pas beaucoup altéré l'appétit des forces coloniales pour les ressources (que ce soit terre ou pétrole) et la complicité arabe. La grande majorité des dirigeants arabes actuellement au pouvoir continuent à performer le rôle docile de leurs ancêtres face aux puissances occidentales.

Nouvelle dynamique : la malédiction du pétrole

À la fin de la Première Guerre mondiale, les puissances coloniales européennes avaient atteint tous leurs buts. Les nouvelles entités politiques et territoriales arabes du Golfe Persique, issues de jeu des alliances douteuses, étaient faibles et leurs gouverneurs pourraient apprécier l'autonomie seulement avec l'aide des Anglais. Leur contrôle territorial a été exercé principalement sur des petites villes portuaires. Par exemple, la volonté du sultan omanais de contrôler une plus grande région a été contestée par quelques tribus qui ont rendu difficile l'exercice de l'autorité du souverain au delà de Mascate.

La découverte du pétrole changera la dynamique régionale pour toujours. Le pétrole a été découvert la première fois en Iran (Masjed-I-Soleiman³) et vers 1911 l'Anglo-Persian Oil Company (APOC)⁴ produisait le pétrole en Iran. Pour les cent prochaines années le pétrole lubrifiera tous les aspects de la politique, de l'économie, de la politique étrangère et de la défense de l'Iran.

Les Anglais ont découvert le pétrole en Irak après la Grande Guerre. En 1932, la Standard Oil Company of California (Socal) a découvert du pétrole en quantité commerciale au Bahreïn. La Socal a obtenu la concession en Arabie Saoudite en 1933 et a découvert du pétrole en quantité commerciale en 1938. La ruée vers le pétrole a attiré les États-Unis au Golfe Persique occasionnant une compétition entre la Grande-Bretagne et les États-Unis pour des concessions et l'influence.

Une raison expliquant l'activité accrue dans les années 30 était la révocation de la concession de l'APOC par le nouveau gouvernement iranien sous Reza Chah Pahlavi en 1932. Bien que le Chah et les Anglais aient convenu plus tard à de nouvelles conditions, la menace de perdre le pétrole iranien a convaincu surtout les Anglais de trouver des sources d'approvisionnement alternatives. Les petits États et territoires du Golfe Persique étaient un endroit normal pour chercher des fournisseurs alternatifs. Les conditions géologiques étaient semblables à celles en Iran, et, en raison des traités signés entre 1820 et 1920, les Anglais ont eu une influence substantielle sur ces pays et pourraient y limiter l'accès étranger.

L'exploration de leur pétrole n'a pas signifié la richesse immédiate pour les dirigeants arabes de la région. Bien que les compagnies pétrolières aient trouvé de grands gisements de pétrole au Bahreïn presque immédiatement, cela a pris plus longtemps dans d'autres pays pour localiser des dépôts de grandeur commerciale. L'Oman, par exemple, ne pouvait pas exporter pétrole jusqu'en 1967. La Deuxième Guerre mondiale a retardé le développement de quelques champs qui aient été découverts dans les années 30; ainsi ce n'était que jusqu'aux années 50 que les pays techniquement toujours dépendants de la Grande-Bretagne pour leur sécurité commençaient à gagner d'important revenu. Les gisements de pétrole au Koweït ont été développés le plus rapidement et vers 1953 ce pays était devenu le plus grand producteur de pétrole dans le Golfe Persique. Des champs considérablement plus petits au Qatar ont commencé la production en quantité commerciale dans les années 50, et Abu Dhabi a commencé à exporter son pétrole *offshore* en 1962. Dubaï a commencé à profiter de ses gisements *offshore* vers la fin des années 60.

Les compagnies étrangères ont possédé et contrôlé l'industrie pétrolière du Golfe Persique jusqu'aux années 70. Dans la plupart des cas, les compagnies européennes et celles basées aux États-Unis ont formé des filiales pour travailler dans les pays spécifiques. Ces filiales ont payé de petits honoraires aux dirigeants locaux, d'abord pour le droit d'explorer et plus tard pour le droit d'exporter leur pétrole. Quand les premiers arrangements ont été pris, les dirigeants locaux ont eu une position de négociation faible parce qu'elles n'avaient pas eu peu d'autres sources importantes de revenu et voulaient d'obtenir des revenus des compagnies pétrolières aussi rapidement comme possible. D'ailleurs, en 1930 personne n'ai su la taille des réservations pétrolières du Golfe Persique.

Au fur et à mesure que la production augmentait et que l'ampleur des gisements pétroliers devenait connue, les dirigeants locaux ont amélioré les termes de leurs contrats. La nationalisation de l'Anglo-Iranian Oil Company par le Premier ministre Mohammad Mossadegh en 1951 a modifié de manière spectaculaire les rapports entre les fournisseurs et les consommateurs du pétrole. Dans les années 50, les dirigeants des pétromonarchies arabes ont souvent exigé une part égale des bénéfices de compagnie pétrolière en plus des honoraires de redevance. Au cours des années 70, la plupart des pays du Golfe Persique qui étaient maintenant indépendants du contrôle britannique, ont acheté les actions principales des filiales qui avaient travaillé dans leurs frontières. Au début des années 90, plusieurs de ces filiales ont été des compagnies appartenant complètement à l'État. Ils ont continué à employer les experts occidentaux aux niveaux les plus élevés de prise de décision, mais le gouvernement local a eu la responsabilité et les bénéfices finals⁵.

Pax Americana

La deuxième guerre mondiale a eu comme conséquence l'effondrement des grandes puissances de l'Europe de l'Ouest et de l'ascendance spectaculaire de deux grands camps idéologiques très agressifs commandés par les États-Unis et l'Union Soviétique. Les États-Unis ont graduellement succédé le pouvoir impérial de la Grande-Bretagne au Moyen-Orient. En 1953, la CIA a commandité le renversement de Mossadegh pour éviter la multiplication de son exemple dans les pays du Tiers-Monde. Mossadegh avait refusé à la Grande-Bretagne le droit d'exploitation du pétrole iranien. Il croyait en équilibre négatif (refus de domination, d'exploitation et d'alignement) dans la politique internationale. Sa politique a été incompatible avec la stratégie des États-Unis durant la guerre froide : celle-ci plaçait

le Moyen-Orient, incluant le Golfe Persique, dans l'orbite occidentale contre le communisme soviétique. Le déclin des puissances européennes a coïncidé avec une grande vague de décolonisation et de lutte nationale pour l'autodétermination dans les pays du Tiers-Monde. En Iran, la nationalisation de l'AIOC a préoccupé l'Ouest qui a regardé ce mouvement sans précédent comme un vrai défi à sa domination. La nationalisation a été également vue comme invitation aux nations dominées de révolter contre la règle coloniale.

La décision forcée mais inévitable du gouvernement de Harold Wilson (1964-1970 et 1974-1976) à retirer toutes les forces britanniques de l'est de Suez a libéré le Golfe Persique d'une tutelle pour le mettre sous le parapluie de la superpuissance américaine disposée à assumer ce rôle avec plus de dispositifs et d'ambitions que le vieux lion britannique. Vers la fin des années 60, à la suite du retrait militaire britannique de la région, les États-Unis et l'URSS ont cherché à combler le vide. En 1971, les premières installations militaires américaines dans le Golfe Persique ont été établies au Bahreïn. Sur l'importance du Golfe Persique il s'agit tout simplement de faire référence au fait qu'on estime que presque 50% de toutes les réserves de pétrole du monde se trouvent dans cette région.⁶ Les États-Unis qui ont remplacé la Grande-Bretagne dans la région du Golfe Persique ont été déterminés pour maintenir les vastes réserves de pétrole dans les mains des gouvernements amis à tout prix. Contrairement à la Grande-Bretagne et à l'Arc qui ont eu de la grande difficulté pour financer la concession iranienne au début des années 1900, les immenses possibilités économiques du gouvernement et des compagnies pétrolières américaines ont facilité leur installation relativement facile dans la région comme puissance dominante. En Iran et en Arabie Saoudite, les gains américains étaient des pertes britanniques (et Françaises). À l'origine, les intérêts pétroliers dominants américains avaient eu accès limité au pétrole irakien seulement (à travers l'Iraq Petroleum Company, sous le Red Line Agreement de 1928). En 1946, cependant, le Standard Oil of New Jersey et la Mobil Oil Corp., saisissant les occasions irrésistibles en Arabie Saoudite, ont annulé cet accord. Le nationalisme des ressources des pays de la région du Golfe Persique et le contrôle de leur pétrole n'ont pas découragé les États-Unis dans leur détermination pour protéger leur accès au pétrole. La politique et l'intervention américaine dans le Moyen-Orient sont de servir l'objectif final de Washington pour protéger son accès à long terme au pétrole et au marché des armes dans la région. Armer Israël et l'Iran en tant que gendarmes puissants redevables aux États-Unis et aide apportée aux régimes arabes pro-occidentaux en Arabie Saoudite, au Koweït, et en Jordanie, ont été destinés pour maintenir la ré-

gion dans les mains des États amis. C'est ce que le concept de la 'stabilité régionale' a toujours signifié à Washington.⁷

La révolution islamique de 1979 en Iran défait la *Pax americana* dans la région. Elle a supprimé un des deux piliers de la politique américaine dans le Golfe Persique forçant les États-Unis de revoir leur tactique dans la région. L'invasion militaire de l'Iran par les forces irakiennes a créé une occasion pour que les États arabes pro-américains investissent fortement dans l'aventure de Bagdad pour défaire le nouveau régime installé à Téhéran. La guerre⁸ a duré huit ans et a imposé plus d'insécurité à la région que l'Irak et ses alliés objectifs pourraient souhaiter.

Dans un contexte si hostile et dans l'absence d'une coopération régionale efficace des puissances étrangères dominantes chercheront à se tailler une place dans la sécurité régionale en élargissant l'espace de sécurité entre les six États du Conseil de la coopération du Golfe (Persique), l'Iran et l'Irak. Après son agression contre l'Iran, l'Irak envahit le Koweït en août 1990 donnant plus de légitimité à la présence américaine et celle d'autres puissances occidentales dans le Golfe Persique.

OTAN dans le Golfe Persique⁹

Pour l'Alliance, le Golfe Persique représente une importance stratégique essentielle pour trois raisons : 1. son endroit géographique; 2. son instabilité continue; et 3. ses ressources énergétiques avec 60% des réserves du pétrole du monde. De plus, les pays du Golfe Persique détiennent la seconde, troisième, quatrième et cinquième réserve de gaz naturel au monde après la Russie. L'augmentation sans précédente des prix du pétrole en 2007-2008 est un rappel de la façon dont l'économie globale dépend fortement des ressources énergétiques du Golfe Persique et demeurera ainsi pendant des décennies à venir.

La sécurité volatile de la région a récemment été aggravée en raison de nouvelles menaces globales émanant des groupes terroristes internationalement actifs et de l'exagération entourant la prolifération des armes de destruction massive (ADM). La plupart des pays dans la région font face au danger de l'activité potentielle d'extrémistes et de terroristes sur leur territoire, avec des implications, peut-être, profondes pour la stabilité de tout le Moyen-Orient.

Le Golfe Persique présente également une importance stratégique accrue pour les opérations continues de l'OTAN en Afghanistan et en Irak. L'avenir de l'Irak est

déterminant et cruciale pour la région entière. Tous les États Membres de l'OTAN se rendent fortement compte des dangers de l'instabilité en Irak et de l'importance d'aider les nouvelles autorités irakiennes pour prendre la commande de la situation de sécurité elles-mêmes. D'ailleurs, l'Iran, de loin le pays le plus peuplé, émerge comme l'État le plus puissant dans la région. Au lieu d'encourager un arrangement de sécurité régionalement lancé avec la participation de tous les États du Golfe Persique, l'OTAN attise la crainte de l'Iran en déclarant qu'un Iran avec la capacité nucléaire et des missiles balistiques serait une perspective véritablement effrayante pour tous. Par conséquent, les développements dans le Golfe Persique et le « grand Moyen-Orient » sont susceptibles d'avoir un impact de plus en plus important sur la sécurité euro-atlantique.

En raison de son importance stratégique, il y a toujours eu une présence militaire considérable occidentale, principalement américaine, dans le Golfe Persique pendant des décennies. Après les attaques du 9 septembre 2001, la perception du rôle crucial de la région dans la sécurité internationale a beaucoup augmenté. Par exemple, les Américains ont conclu des accords avec l'Arabie Saoudite, le Koweït, Oman et les Émirats Arabes Unis pour l'installation des bases militaires, tandis que le Bahreïn et le Qatar accueillent d'importants équipements des États-Unis et servent comme leurs têtes de pont dans la région. En outre, dans le contexte de la guerre contre le terrorisme, les forces des pays membres de l'OTAN avaient fonctionné dans la région. Par exemple, les forces allemandes formaient la police et les soldats irakiens aux ÉAU.

L'intervention de l'OTAN dans la région du Moyen-Orient a été renforcée l'année suivante dans le cadre de l'Initiative de coopération d'Istanbul (ICI) atteinte au sommet d'Istanbul. Le but primaire de l'Initiative était d'améliorer la sécurité et la stabilité régionales en encourageant activement la coopération de l'OTAN avec les pays qui partagent la même perception dans le domaine de la sécurité. Dans ce sens, l'Alliance a établi un cadre pour la collaboration avec les pays amis dans les secteurs de contrôle des groupes terroristes internationalement actifs, l'aide à la prévention de la prolifération des ADM et le trafic des armes illégales, aussi bien que la contribution aux opérations de paix menées par l'OTAN. En excluant quelques pays qui n'ont pas partagé l'évaluation de l'Organisation de la menace, l'OTAN a approfondi sa participation en fournissant de conseils sur la réforme de la défense, l'économie de la défense, le planning de la défense et les relations civil-militaires aux États faibles, mais amis, dans le Golfe Persique. En 2005, le Koweït, le Bahreïn, le Qatar et les ÉAU ont formellement adhéré à l'ICI.

La présence de l'OTAN dans la région n'a pas été limitée à la ligne officiellement indiquée d'aider la réforme de la défense, renforcement du dialogue de sécurité et les mesures de confiance. Elle a été une invitation pour promouvoir un arrangement semblable à celui du Partenariat pour la paix (PfP) si un pays ami se sentait menacé dans sa sécurité. Afin d'améliorer l'image négative de l'OTAN dans la région le Secrétaire général de l'Alliance a rappelé la nécessité de conduire une diplomatie publique plus agressive dans le monde arabe en montrant comment elle peut contribuer à la sécurité de Moyen-Orient, en particulier dans le bassin de Golfe Persique. Le Conseil de la coopération du Golfe (Persique) était la cible pour la campagne de charme de l'OTAN. Le GCC a été créé par le Bahreïn, le Koweït, l'Oman, le Qatar, l'Arabie Saoudite et les ÉAU en mai 1981 en réponse à la guerre Irak-Iran. Même si l'établissement d'une structure régionale de sécurité pour protéger les États membres contre une menace étrangère était l'objectif principal du Conseil, le GCC a n'institué pas une politique intégrée de la défense. Une des raisons de cet échec est le poids imposant de l'Arabie Saoudite à l'intérieur de l'organisation. La division parmi les pays membres sur les relations avec l'Iran et l'invasion des États-Unis de l'Irak indiquent également les problèmes sérieux qui entravent l'intégration régionale. Contrairement aux commentaires faits par Saoud al-Faisal, ministre des Affaires étrangères de l'Arabie Saoudite, à la réunion du «Gulf Dialogue» tenue au Bahreïn en décembre 2004, selon lesquels le GCC ne croit pas que la région exige des garanties de sécurité fournies par la volonté collective de la communauté internationale, toutes les indications démontrent que Washington est vu comme l'unique garant de sécurité de CCG. Toutes les autres puissances occidentales ne fournissent qu'une aide accessoire à Washington dans ce domaine.

On devrait observer le désir de l'OTAN de développer ses relations avec le CCG dans ce contexte. Certains des pays de CCG ont contribué à la sécurité Euro-Atlantique comme moyen de rapprocher les États-Unis. Par exemple, les ÉAU ont commis des troupes aux opérations menées par l'OTAN dans les Balkans. Un plus grand développement et d'approfondissement des rapports de l'OTAN avec les États du Golfe Persique renforcerait la dépendance du CCG aux puissances non-indigènes en les éloignant des pays voisins avec qui ils ont des relations difficiles. En d'autres termes, le parapluie étranger de sécurité remplacerait tout besoin de dialogue au niveau régional exacerbant la méfiance des uns envers des autres.

Les États occidentaux essayent d'isoler l'Iran dans sa propre région, le Golfe Persique, et au niveau régional en créant une «coalition de modérés», avec la participation de l'Arabie Saoudite, de la Jordanie, de l'Égypte, d'Israël, des États-Unis, de

la Grande-Bretagne et de l'OTAN, contre la « coalition des extrémistes », c'est-à-dire l'Iran, la Syrie et leurs pendantes dans la région (notamment le Hezbollah au Liban et le Hamas dans la Bande de Gaza). Si elle réussit, l'OTAN deviendra une organisation militaire globale qui fabrique une nouvelle justification pour son existence contestée depuis la cession de la menace soviétique. La coopération militaire et de sécurité de CCG-NATO est construite pour contenir l'Iran, pays qu'ils identifient comme leur « défi commun ».

L'intervention des puissances occidentales dans le Golfe Persique a toujours été pour augmenter leur influence et manipuler les ressources de la région. La découverte du pétrole a ajouté de nouvelles incitations pour l'interférence occidentale. La faiblesse des entités politiques et tribales dans la région a créé des conditions favorables pour que les forces étrangères donnent le ton à la sécurité dans le Golfe Persique. Dans la stratégie pour sécuriser leur accès et influence, les États-Unis et leurs alliés ont besoin d'être appréciés et vus indispensables pour la sécurité des États-clients tout en dépeignant l'Iran comme ennemi. Une combinaison de la menace fabriquée de l'Iran dans le monde arabe et les efforts américains d'isoler Téhéran dans la région a imposé le programme nucléaire iranien comme la question dominante dans le Golfe Persique et pour la sécurité internationale. Tandis que Téhéran insiste sur la nature pacifique de son programme, certains pays restent méfiants au sujet de cette réclamation en dépit des rapports de l'AIEA. Ils ont avec succès convaincu le Conseil de sécurité de l'ONU et la plupart des voisins de l'Iran que le programme de Téhéran ne pourrait pas être justifié dans le cadre d'un programme civil d'énergie nucléaire.

Sur la foi des rumeurs et des accusations des États-Unis au sujet de la vraie nature des intentions nucléaires de Téhéran, l'OTAN allègue que la plus grande crainte est qu'un Iran avec la capacité nucléaire inciterait une course aux armements nucléaire dans la région et pourrait aboutir à une plus grande prolifération des ADM. Maintenant que le contexte d'une menace imminente est si soigneusement et avec succès établi, la conclusion raisonnable que l'on pourrait tirer serait comment stopper le programme nucléaire de l'Iran pour servir la cause de la non-prolifération.

La suite de quelques événements prouve que le cas iranien est devenu un prétexte pour que certaines puissances élargissent leur influence et signent des contrats économiques lucratifs avec certains États dans la région du Golfe Persique. Pendant sa visite d'Abu Dhabi en janvier 2008, le dernier arrêt dans sa visite du golfe Persique, le Président français Nicolas Sarkozy a conclu un accord de coopération nucléaire

avec son homologue, cheik Khalifa bin Zayed al-Nahyan ; le contrat pourrait valoir jusqu'à 6 milliards de dollars. La France a déjà conclu des ententes de coopération militaire de longue durée avec des pays dans la région, y compris les ÉAU et le Qatar. L'entente de coopération dans le domaine des activités nucléaires civiles, une première étape vers la construction d'un réacteur nucléaire, serait le troisième accord que la France a signé avec les pays arabes, après la Libye, pays indésirable selon les puissances occidentales jusqu'à tout récemment, et l'Algérie. Sarkozy a également offert à l'Arabie Saoudite de l'aide nucléaire pendant sa visite au royaume pendant le même voyage. La France produit la grande majorité de son électricité des réacteurs nucléaires. Elle est disposée à exporter sa technologie et expertise pour produire l'énergie civile. Dans une entrevue avec Al Jazeera au Qatar, en janvier 2008, Sarkozy a affirmé le droit des nations arabes à l'énergie nucléaire. Cependant, il affirme que ce droit ne s'étend pas à l'Iran qui devrait prouver définitivement son intention de ne pas vouloir acquérir les armes nucléaires avant d'être permis de développer son énergie nucléaire civile. La «France dit à l'Iran 'abandonner votre course pour une arme nucléaire – c'est un risque et vous n'en avez pas vraiment besoin'. Et, si vous [l'Iran] arrêtez cette course, vous auriez accès à l'énergie nucléaire civile.» Les commentaires de Sarkozy sont prononcés au moment où l'Areva, le fabricant français de réacteur nucléaire, avait signé un accord de distribution et de transmission de l'électricité de 700 millions de dollars avec le Qatar.¹⁰

L'intérêt de la France pour le Golfe Persique n'est pas limité aux gains économiques dans un environnement volatil. Son ambition est également de nature stratégique. L'affaire nucléaire de Sarkozy a été accompagnée d'une entente militaire quand le gouvernement des ÉAU a demandé une présence militaire française sur son territoire en créant leur première base militaire permanente dans le Golfe Persique.¹¹ Contrairement à l'évaluation faite par les observateurs de la région, cette entente s'aligne sur les plans que les États-Unis et l'OTAN avaient précédemment envisagés pour la région; elle ne les défie pas, les complète.

Il est absolument certain que la présence militaire occidentale dans le Golfe Persique tente à réaliser les objectifs établis par l'OTAN, à savoir la sécurité énergétique, combattre l'extrémisme islamique, faire face au défi du programme nucléaire de l'Iran et sécuriser le marché arabe des armes pour les grandes puissances. Il s'agit de garder l'Iran à l'extérieur et les puissances occidentales à l'intérieur.

Dans ce contexte, la Russie, la Chine et l'Inde sont considérées des pouvoirs périphériques avec des rôles limités à jouer dans la région.

Tous les arrangements potentiels ou implantés de sécurité dans la région dans l'absence de l'Iran (et à un moindre degré de l'Irak) sont condamnés à l'échec. L'OTAN est juste d'observer que Téhéran «veut évidemment un certain genre de garantie de sécurité, que seulement les USA peuvent offrir.» L'Organisation se rend compte des soucis de la sécurité de l'Iran¹² et réclame que ce pays a été une source sérieuse de discordes entre les États-Unis et leurs alliés transatlantique depuis les années 80. Ces frictions ont été surmontées depuis lors et il existe maintenant une stratégie coordonnée parmi les alliés sur la question iranienne. Les trois résolutions du Conseil de sécurité des Nations-Unies sanctionnant l'Iran à cause de son programme nucléaire sont une manifestation claire de cette stratégie commune.

L'OTAN croit que n'importe quelle solution viable à la question nucléaire de l'Iran exige la coopération étroite transatlantique. Pour cette raison, elle a suggéré que le Conseil de l'Atlantique Nord (NAC) met l'Iran à son ordre du jour et propose une approche pour persuader l'Iran d'abandonner son programme nucléaire et de s'engager dans un dialogue régional de sécurité. Cependant, la proposition n'adresse pas les droits légitimes de l'Iran à la technologie nucléaire pacifique.

Maintenant qu'il existe une détermination claire pour exclure l'Iran de tout système régional de sécurité significatif, Téhéran serait mieux à reproduire le modèle de sécurité que les Russes ont établi dans le bassin de la Mer Caspienne : conclure des ententes bilatérales de sécurité avec ses voisins moins hostiles dans le Golfe Persique.

Si le passé pourrait être une indication des futurs développements, on peut déduire que le défi à long terme à la sécurité de l'Iran et à son intégrité territoriale pourrait venir des voisins arabes, et non pas des États-Unis. Il semble que l'Iran devrait se résigner à vivre avec la permanence de l'hostilité de ses voisins arabes et leur incapacité de contrôler leurs relations bilatérales et multilatérales avec Téhéran en dehors de la présence des puissances occidentales. Pour sa part, l'Iran ne peut pas convaincre des Arabes de ses intentions pacifiques et non-belligérantes, en particulier, à la lumière de la rhétorique peu rassurante des dirigeants de Téhéran.

Cette impasse amplifie la position stratégique des États-Unis dans la région comme protecteur indispensable des régimes arabes faibles. Il est difficile, sinon impossible, d'envisager un arrangement de sécurité irano-arabe dans le Golfe Persique dans l'absence totale de l'intervention des États-Unis en tant que joueur principal dans la région. Toutes les tentatives de l'Iran de produire un environnement régio-

nal réel de sécurité ont échoué. Les futurs efforts échoueront également à moins que: 1. Les États-Unis soient à la table pour créer un forum de sécurité collective; 2. La politique moyen-orientale de l'Iran se concentre sur les États arabes au lieu des groupes militants arabes.

L'anti-chiisme et le sentiment anti-persan existent dans tout le Golfe Persique et dans beaucoup d'autres États arabes. Les réclamations territoriales des Émirats Arabes Unis produisent une sympathie considérable arabe dans la région en faveur du gouvernement d'Abu Dhabi. Les dirigeants arabes sont peu disposés à accepter le programme nucléaire iranien. La proposition récente du Président Ahmadinejad d'une nouvelle architecture de sécurité dans le Golfe Persique comprenant l'Iran a été vue dans la région et par les Occidentaux comme une tentative hégémonique iranienne et non pas un arrangement véritable de sécurité collective. L'impasse est presque totale !

Notes

1. *The Columbia Encyclopedia*, Sixth Edition, 2008.
2. Pour une évaluation et le contexte de l'accord Sykes-Picot et de la déclaration Balfour, voir : Ritchie Owendale, *The Origins of the Arab Israeli Wars*, 4^{ème} édition, Harlow, Angleterre, Pearson/Longman, 2004.
3. Pour un historique du pétrole dans Masjed-I-Soleiman (MIS), voir: Cyrus Alinejad, «Masjed-I-Soleiman, image d'un Iran sans pétrole?», bbcpersian.com, 22 mai 2008.
4. En 1901, William Knox D'Arcy de la Grande-Bretagne a commencé des négociations avec Mozaffar ed-Din Chah d'Iran au sujet de la recherche de pétrole. Il a obtenu une concession de soixante ans pour explorer 1.243.000 km² du territoire persan contre £10,000. La concession a stipulé que D'Arcy aurait les droits de pétrole sur l'ensemble du pays à l'exception des cinq provinces dans le nord d'Iran. En échange le gouvernement iranien obtiendrait 16% des profits annuels de la Compagnie. Voir : http://en.wikipedia.org/wiki/William_Knox_D%27Arcy La division du territoire iranien en deux sphères d'influence faisait partie de l'arrangement Anglo-russe sur le pays.
5. Voir : http://www.mongabay.com/reference/country_studies/persian-gulf-states/all.html
6. *The Columbia Encyclopedia*, Sixth Edition, 2008.
7. Sheldon L. Richman, "Ancient History": U.S. Conduct in the Middle East Since World War II and the Folly of Intervention", *Policy Analysis*, 1991.
8. Pour une analyse de la guerre Irak-Iran, voir :
9. Pour comprendre la position officielle de l'OTAN sur la sécurité dans la région voir: <http://www.nato-pa.int/Default.asp?SHORTCUT=676> De larges segments de cette partie de notre article viennent du document de l'Alliance.

10. Pour plus de détails sur la visite de Sarkozy au Qatar et ses accords avec le cheikh, voir : *AFP*, 15 janvier 2008, cité par *arabianbusiness.com* <http://www.arabianbusiness.com/508184-france-qatar-ink-energy-deals>
11. Pour plus de détails voir :
AFP <http://afp.google.com/article/ALeqM5jJL1uuD04yQ7bg3LRh7df45hEzw>
12. Ces soucis sont principalement liés à l'hostilité américaine envers Téhéran et les revendications territoriales des ÉAU sur les trois îlots iraniens (Tunbs et Abu Moussa) dans le Golfe Persique.